

L'incroyable faillite

QUI a pris l'offensive à Bizerte? Sur ce point, il n'y a aucun doute : c'est Bourguiba. Mais pourquoi Bourguiba a-t-il agi ainsi ? Voilà la question gênante à laquelle nos journaux dits d'information se gardent bien de répondre.

Bourguiba, ce n'est pas Ho Chi Minh, ni Sekou Touré, ni Fidel Castro. Bourguiba, c'est l'ami de l'Occident, et jusqu'à hier, le meilleur allié de de Gaulle. C'est lui qui, quelques mois avant le coup de force du 13 mai, proclamait que de Gaulle était le seul homme d'Etat capable de rallier à nouveau l'Afrique à la France. C'est lui qui nous a conseillé, à plusieurs reprises, de voter « oui » aux référendums du régime. C'est encore lui qui, à différentes occasions, a reproché publiquement au F.L.N. de ne pas faire confiance au Général de Gaulle. « Si j'étais Fehrat Abbas, disait-il en septembre 1959, j'aurais déjà pris l'avion pour Paris ». C'est lui enfin qui, au retour de Rambouillet, a lancé la « grande vague d'euphorie ». De Gaulle et Bourguiba s'étaient compris : la paix allait revenir !

Si je rappelle ces faits, ce n'est pas pour faire le procès de Bourguiba qui a agi comme il croyait devoir le faire dans l'intérêt de son pays et de son régime, mais pour souligner l'incroyable faillite de la politique gaulliste !

Voici, en effet, à quel résultat trois années de manœuvres et de contre-manœuvres ont abouti : ceux-là même qui ont joué avec le plus de constance le jeu du gouvernement de Paris en sont réduits à rechercher une épreuve sanglante avec la France, désespérés de voir que toutes les promesses qui leur avaient été faites n'étaient que de fausses promesses.

Parlons sans détours : Bourguiba, tout en souhaitant que l'Algérie obtienne son

indépendance, a toujours redouté l'instauration à ses frontières d'une république trop dynamique, trop révolutionnaire, voire expansionniste ; il souhaitait l'établissement, en Afrique du Nord, d'une certaine coopération avec la France. Il voit aujourd'hui que cette coopération risque soit d'être refusée par la France elle-même (les discours de De Gaulle sur le partage et l'évacuation), soit de jouer contre les intérêts tunisiens (l'éventualité d'un accord franco-algérien sur le Sahara). Furieux de s'être si longtemps compromis pour une cause aussi incertaine, il explose et décide de jouer désormais la carte de l'internationalisation, en recherchant du côté de l'O.N.U. les garanties qu'il demandait jusque là à de Gaulle.

Pour ce faire, il fallait que le sang coule. Bourguiba n'a pas hésité à prendre la responsabilité de l'épreuve de force (qui, en vérité, n'a été aussi coûteuse en vies humaines qu'en raison de la dureté de la riposte). Il n'ignorait pas, en effet, que le monde, tel qu'il est aujourd'hui, se préoccupe moins de déterminer qui a commencé un combat que de savoir ce que ce combat signifie. Or le sens de Bizerte est clair : une puissance colonisatrice maintient une base militaire sur le territoire de son ancienne colonie ; celle-ci lui demande de partir, et quelles que soient les péripéties — sanglantes ou non — du conflit, le départ est désormais inscrit dans les faits.

Tel est le bilan de la « grande politique » gaulliste qui devait faire de l'Afrique une « communauté française » à laquelle auraient été rattachés aussi bien le Maroc que la Tunisie !

Les Français qui, dans la proportion de près de 75 %, ont voté « oui » au dernier référendum commencent à se rendre compte que ce n'est pas en

faisant béatement confiance à de Gaulle que l'on hâte la solution des problèmes africains et le retour de la paix en Algérie. Malheureusement, à côté de ces Français qui ouvrent les yeux il y a ceux qui s'enfoncent dans la nuit de la haine et de la violence, ceux qui pensent qu'il n'y a décidément rien à faire avec les « bicots » et les « bougnouls », et qui estiment que, face à de Gaulle, le Général Challe n'avait peut-être pas tous les torts à Alger au mois d'avril dernier...

Jamais nous n'avons perçu aussi

nettement les préparatifs d'un coup de force militaire qui, cette fois, aurait des soutiens à Paris et non plus seulement à Alger. Jamais la cause de la paix algérienne et celle de la défense antifasciste n'avaient été aussi étroitement liées.

Tandis que la France s'assoupit sous le soleil d'août, certains officiers sont disposés à un nouveau putsch. Soyons attentifs et prêts à riposter dès le moment où ils commenceront à bouger.

Gilles MARTINET